



le 27 octobre 2011

Les variables d'ajustement se rebiffent !

Le 17 octobre, 200 salariés ont manifesté à Nancy au Conseil général pour protester contre les conséquences des décisions politiques qui taillent dans tous les budgets. Ces salariés s'étaient déplacés de tout le département pour manifester leur mécontentement alors que se tenait le Comité technique paritaire sur le dispositif de viabilité hivernale : **moins de service et surtout, un seul salarié par camion au lieu de deux.**

Ce CTP a tourné court, un nouveau CTP a été programmé le 8 novembre en même temps que siègera l'assemblée départementale!

Nous, salariés du Conseil général, fonctionnaires et non fonctionnaires assistons à la **baisse des services rendus aux populations secteur par secteur:**

- Hier, moins de postes à la protection maternelle et infantile, des postes peu ou pas remplacés dans les collèges, etc.....
- Aujourd'hui, c'est le tour du service hivernal où par souci d'économie, le chauffeur sera seul dans l'engin de déneigement. Le coût de la sécurité au travail c'est-à-dire la présence d'un accompagnateur pour l'ensemble des véhicules du département est de 100 000 € par an et le Président du Conseil général veut le supprimer.
- Demain, baisse des personnels à l'aide sociale à l'enfance puisque nous savons qu'un audit est prévu pour début 2012. Le coût de cet audit serait d'1/4 de million d'euros.... Pour faire des économies de personnel.

L'intersyndicale est persuadée que le choix de faire des économies sur le dos des personnels de terrain est un mauvais calcul, à terme le service public devra être assumé par d'autres et pour plus cher. La logique comptable a pour limites la sécurité au travail des salariés et un service public de meilleure qualité au service des populations.

Une rencontre de "négociation" a eu lieu lundi 24 octobre, elle a échoué : l'employeur estimant qu'un seul chauffeur sans accompagnateur suffit, l'intersyndicale a porté la parole des salariés: la sécurité au travail ne se négocie pas: c'est deux personnes par saleuse car il y a trop de risques.

CGT SUD CFDT UNSA FSU
Ont déposé le 27 octobre un préavis de grève illimité à compter du lundi 7 novembre jour d'ouverture de la session de l'assemblée départementale consacrée au budget.
Le 8 novembre un CTP doit donner son avis sur le DOVH (dossier d'organisation de la viabilité hivernale).

Pour nous faire entendre, pour le maintien des services publics nécessaires dans tous les secteurs, Rassemblement le lundi 7 novembre à 9 heures devant le Conseil général rue Blandan à Nancy.